



Bagnolet, le 14 mai 2020

Communiqué de presse

Des organisations non gouvernementales et agricoles dénoncent les manœuvres menées par les partisans de l'agriculture industrielle

Diminution de la rémunération des agricultrices et agriculteurs, recul sur les règles environnementales : le lobby de l'agro-alimentaire industrielle est à la manœuvre pendant la crise du covid-19. Loin de vouloir aider l'ensemble de la profession, le syndicat majoritaire et d'autres acteurs tels que les distributeurs instrumentalisent la crise pour imposer en sous-main leur vision d'une agriculture « à la française ». À coup de communication mensongère, de pression sur les agriculteurs et de tentatives de détricotage de la réglementation sanitaire et environnementale, ils conduisent l'alimentation vers une impasse et les paysans vers la précarité économique, tout ceci dans un contexte d'émergence d'une crise alimentaire majeure partout dans le monde.

De nombreux acteurs du secteur agro-alimentaire profitent de la situation pour redorer leur image et revenir sur certaines avancées environnementales.

Au niveau international, la FAO et le Forum Économique mondial plaident pour une non-restriction des échanges commerciaux mettant délibérément de côté les mesures structurelles de soutien à la transformation de notre système alimentaire. Le 7 avril dernier, la Copa-cogeca a par exemple demandé à la Commission européenne de reporter la stratégie "de la Fourche à la fourchette". En France, le 22 avril, les fédérations agricoles bretonnes ont demandé au Président de la République de "libérer la compétitivité française" des "contraintes de la surréglementation [qui] asphyxient la production". Une communication tellement scandaleuse que même l'interprofession bovine, Interbev, s'en est finalement désolidarisée. En parallèle, des syndicats agricoles ont déposé, en pleine crise et sans concertations réelles, des chartes leur permettant de réduire de moitié les distances nationales minimales entre les zones d'épandage de pesticides et les habitations, pour certaines cultures. Le 6 mai les coopératives agricoles françaises demandaient sans scrupule le report d'une des mesures centrales du quinquennat sur les pesticides à savoir la séparation de la vente et du conseil (une mesure qui aurait dû être appliquée depuis bien longtemps déjà).

Si la grande distribution se targue dès le début de la crise d'être un véritable "service public" en s'approvisionnant localement, elle aura attendu une crise sanitaire pour se tourner vers les agriculteurs français. De plus, le secteur, en pleine crise sanitaire a augmenté une partie de ses marges en mettant en place des pratiques commerciales inacceptables. Concernant la viande bovine par exemple, si les prix aux consommateurs sont restés stables, les prix d'achat payés aux producteurs diminuent encore plus drastiquement depuis le début du confinement.

Une bataille culturelle et sémantique se joue dans les médias

Depuis le début de la crise, la FNSEA a communiqué sans relâche pour valoriser les agriculteurs français à coup de #OnVousNourrit, et convaincre un maximum de consommateurs que si un produit est français, alors il est durable. Le 7 mai dernier, le syndicat majoritaire est allé plus loin encore sur

cet axe de communication en s'appropriant un champ lexical altermondialiste fort : celui de la souveraineté alimentaire. Cette communication, dénuée de propositions structurantes, reste ambiguë. Pire, elle laisse à penser que la souveraineté alimentaire se joue uniquement au niveau français et européen, occasion de ressortir la vieille antienne de la vocation exportatrice de la France qui ne fait que contribuer à paupériser les paysans, en France et dans les pays en développement.

Tout cela dans un contexte qui révèle encore et toujours la fragilité de notre système agricole et alimentaire

La crise sanitaire révèle les fragilités d'un secteur agricole et alimentaire qui n'est pas si résilient qu'il pourrait paraître. Les difficultés économiques majeures que traverse le secteur agricole révèlent sa grande vulnérabilité face aux crises. Cela s'explique par une forte dépendance aux échanges et chaînes de valeur mondialisées, à des difficultés logistiques, à une main d'œuvre fortement précarisée, à un fort endettement et une absence notable de diversité de productions et de débouchés. En parallèle, la précarité alimentaire explose depuis le début de la crise du fait de la fermeture des cantines et la baisse des revenus.

Cette conjonction de faits inacceptables montre à l'envi que les tenants de l'agriculture industrielle ne reculent devant rien, même devant l'instrumentalisation d'une crise sanitaire majeure pour défendre un système périmé. Pourtant cette épreuve collective devrait nous apprendre au contraire que le temps est venu pour une paysannerie fondée sur l'agroécologie.

Les organisations signataires de ce communiqué soutiennent tous les agricultrices et agriculteurs : personne ne doit être laissé de côté. Mais elles ne soutiennent pas tous les modèles agricoles. Plus que jamais, alors que le constat de la fragilité du secteur est à son comble, la relance à penser dès aujourd'hui doit être synonyme d'une transformation du système agricole et alimentaire pour créer des emplois dignement rémunérés, protéger l'environnement et la santé de tous. Ceci doit passer par une réorientation à 180° des aides agricoles vers l'agroécologie sans pesticide, et les productions diversifiées au niveau des territoires, et non par une agriculture 4.0. Cela doit également passer par un abandon pur et simple des systèmes d'élevage industriel lié à une forte baisse de notre consommation de viande industrielle, l'abandon des intrants chimiques, la protection des sols agricoles, la révision des règles commerciales et la fin de politiques prédatrices pour la souveraineté alimentaire des pays du Sud. Ce sont des mesures structurelles qui accompagnent une transition agroécologique et paysanne dont nous avons plus que besoin aujourd'hui.

Signataires :

CCFD-Terre Solidaire
Confédération paysanne
Fédération nationale d'agriculture biologique
Génération futures
Greenpeace France
Les Amis de la Terre
Réseau Action Climat
Réseau CIVAM

Contacts :

Sophie Rebours - CCFD-Terre Solidaire - 07 61 37 38 65
Nicolas Girod - Confédération paysanne - 06 07 55 29 09
Guillaume Riou - FNAB - 06 30 09 56 56
Mélanie Veillaux - Greenpeace France - 06 42 64 83 76
Marion Cubizolles - Les Amis de la Terre France - 06 26 93 46 45
Cyrielle Denhartigh - Réseau Action Climat - 06 10 81 59 59
Fabrice BOUIN - Réseau CIVAM - 06 66 62 65 85